



## La Russie remet à plus tard l'offensive syrienne sur Idlib, l'OTAN menaçant d'une escalade

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 17 septembre 2018

[wsws.org](#) 15 septembre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Moscou a annoncé hier le report d'une offensive conjointe des forces syriennes et russes contre les milices de l'opposition islamiste dans la province syrienne d'Idlib, après les menaces croissantes des partisans des milices en Turquie et des puissances impérialistes de l'OTAN.

Avant-hier, Moscou et le régime du président syrien Bachar al-Assad avait clairement annoncé leur intention d'écraser les milices terroristes islamistes à l'intérieur d'Idlib. Les Nations Unies ont estimé à 10 000 le nombre de combattants liées à Al-Qaïda parmi les milices islamistes de la province, principalement de la milice Hayat Tahrir al-Sham. Ils constituent le dernier bastion de l'opposition en Syrie, après que le manque de soutien populaire aux forces soutenues par l'OTAN et l'aide militaire russe et iranienne au régime syrien aient à un revers aux dépens de l'OTAN dans cette guerre.

Ces derniers jours, cependant, des responsables américains, européens et turcs ont bloqué l'offensive russo-syrienne, du moins temporairement, en exacerbant radicalement les tensions militaires dans la région. Ils ont menacé à plusieurs reprises de frapper les forces syriennes et leurs alliés, au risque d'un affrontement militaire direct avec la Russie, une puissance nucléaire, si le régime syrien attaquait les forces liées à Al-Qaïda à Idlib.

Hier, le *Times* de Londres a rapporté que « la Grande-Bretagne se prépare à rejoindre les États-Unis et la France pour lancer des vagues d'attaques aériennes contre la Syrie », identifiant une longue liste de cibles potentielles. Il a ajouté : « Le Pentagone a commencé à dresser une liste des sites d'armes chimiques en Syrie qui pourraient être ciblés dans une campagne de représailles beaucoup plus large que la nuit des frappes d'avions britanniques, américains et français en avril après qu'une attaque chimique près de Damas a tué au moins 40 personnes. »

Après huit jours d'exercices militaires à grande échelle avec les troupes américaines en Syrie, le colonel Muhanad al-Tanaa de la milice Maghawir al-Thawrah (« Armée de commandement révolutionnaire ») parrainée par le Pentagone a déclaré que des milices de l'opposition « restent ici n'en déplaise aux Russes ou Iraniens ». Il a ajouté que s'ils s'approchaient des zones interdites en Syrie que le Pentagone considère être son territoire, « il est fort probable qu'ils soient touchés » par les frappes aériennes américaines.

Hier, la Turquie a continué d'envoyer des troupes spéciales, des chars et de l'artillerie lourde pour renforcer ses 12 postes militaires à Idlib. Elle a également menacé de riposter contre toute attaque militaire contre eux. Mercredi, une source militaire turque avait déclaré

à Reuters : « Nous avons une présence militaire là-bas et si cette présence militaire est endommagée ou attaquée de quelque manière que ce soit, cela serait considéré comme une attaque contre la Turquie et donc impliquerait une riposte appropriée. »

Le responsable a également menacé que si une offensive commençait, la Turquie ferait fermer ses frontières aux réfugiés fuyant les combats à Idlib. « Les réfugiés [...] ne seront pas acceptés en Turquie parce que des expériences antérieures ont montré qu'avec de telles vagues de migrants, l'entrée de radicaux et de terroristes en Turquie a été excessive », a déclaré le responsable. « Nous allons garder les réfugiés en Syrie pour la sécurité tant de la Turquie que des pays européens. »

Au milieu de cette pression croissante des États-Unis et de la Turquie, des responsables russes, turcs, allemands et français se sont rencontrés hier pour des discussions sur la Syrie à Istanbul. Parmi les participants se trouvaient Yuri Ushakov, conseiller présidentiel russe, İbrahim Kalin, conseiller présidentiel turc, Jan Hecker, conseiller de la chancière allemande Angela Merkel, et Philippe Étienne, conseiller à la politique étrangère de la présidence française.

Par la suite, les responsables ont indiqué que Moscou et Damas reportaient leur offensive.

« Je pense que cette offensive, si jamais une offensive se produit, ne se produira pas avant plusieurs semaines », a déclaré un responsable turc anonyme à l'AFP (Agence France Presse) après la réunion. Le responsable a ajouté qu'un compromis entre Moscou et Ankara pourrait prendre être convenu sur la base d'Ankara acceptant les frappes aériennes russes visant les membres d'Hayat Tahrir al-Sham, qui contrôlent 60 % de la province d'Idlib et ont attaqué les forces russes depuis cette zone.

Kalin a déclaré à AP (Associated Press) que les quatre responsables avaient convenu qu'« une solution pour la province syrienne d'Idlib tenue par les rebelles devrait être une solution politique plutôt que militaire ».

Le *Wall Street Journal* a salué l'intervention de la Turquie à Idlib pour avoir bloqué l'attaque russo-syrienne. Dans un article intitulé « L'offensive imminente de la Syrie en Irak est bloquée par la Turquie », le journal a écrit : « L'empêchement fait suite à la décision turque de renforcer ses positions dans la province d'Idlib, le dernier bastion important de l'opposition armée anti-régime syrienne, avec des troupes et chars. La Turquie a également rassemblé des forces sur ses propres frontières pour refouler les civils syriens fuyant les combats. [...] Ces efforts, affirment des responsables occidentaux et turcs, ont contribué à empêcher temporairement une attaque ».

Moscou et Ankara ont confirmé que le président russe Vladimir Poutine et le président turc Recep Tayyip Erdogan se rencontreraient lundi dans la station balnéaire russe de Sotchi pour discuter de la crise syrienne. Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a déclaré : « Une telle réunion est tout à fait réalisable et est en cours de préparation ».

Malgré le sursis temporaire dans les combats à Idlib, il est de plus en plus clair que la guerre en Syrie est l'expression de conflits finalement insolubles entre les grandes puissances.

Au cours de la semaine écoulée, la guerre en Syrie se tient sur le fil du rasoir, risquant de déclencher une guerre mondiale entre les principales puissances nucléaires. Les puissances de l'OTAN et la Turquie indiquent clairement qu'elles n'accepteront pas la défaite dans la

guerre et sont résolues à ce que leurs forces par procuration, les islamistes, jouent un rôle politique central en Syrie.

Ils balayent les tentatives du Kremlin de signaler qu'il considère la politique de changement de régime des puissances de l'OTAN comme une menace pour ses intérêts fondamentaux en matière de sécurité nationale. Moscou organise ses plus importants exercices militaires depuis la Seconde Guerre mondiale dans l'est de la Russie, alors que Washington menace la Corée du Nord à proximité et que la marine russe vient de terminer ses plus importants exercices navals en Méditerranée depuis des décennies. Pourtant, les puissances de l'OTAN ont clairement indiquées qu'elles ont l'intention de procéder à une action militaire si nécessaire, même contre la Russie, pour assurer un changement de régime en Syrie.

Dans cette politique irresponsable et politiquement criminelle, elles continuent à mépriser l'opinion publique tant chez eux qu'à l'étranger. Les attaques chimiques précédentes à Houla, Ghouta ou Khan al-Assal que les puissances de l'OTAN utilisaient comme prétextes pour intensifier leur intervention en Syrie ou bombarder le pays étaient toutes des provocations organisées par les forces d'opposition soutenues par l'OTAN en Syrie.

Pourtant, alors même que Moscou a averti à plusieurs reprises que les services de renseignement britanniques et de l'OTAN préparaient des attaques chimiques comme une nouvelle provocation à Idlib, les puissances européennes insistent pour dire qu'elles réagiront à une nouvelle attaque chimique en bombardant la Syrie - comme Washington, Londres et Paris l'avaient fait en avril.

Après que le ministère allemand des affaires étrangères a confirmé qu'il était en discussion avec Washington sur l'utilisation potentielle d'armes chimiques syriennes, le journal *Bild* a écrit que Berlin pourrait bombarder la Syrie : « Si Assad devait attaquer son propre peuple avec de gaz toxique, alors, en plus de la Grande-Bretagne et la France se joignant aux États-Unis (et peut-être d'autres nouveaux alliés), des avions Tornado de la Luftwaffe pourraient mener des missions contre des infrastructures militaires (casernes, bases aériennes, postes de commandement, dépôts de munitions, dépôts d'armes, usines, centres de recherche). »

Mardi, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a indiqué que Paris était prêt à attaquer à nouveau la Syrie, déclarant que « l'utilisation d'armes chimiques est une ligne rouge pour la France ».

Alex Lantier

Article paru en anglais, WSWS, le 15 septembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)